

INSTRUCTION

N° 01-052-B1 du 25 mai 2001

NOR : BUD R 01 00052 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

FONDS DE PRÉVENTION DE RISQUES NATURELS MAJEURS

ANALYSE

Information des comptables sur les conditions de fonctionnement du fonds de prévention des risques naturels majeurs et sur les modalités de leur intervention dans le paiement des indemnités allouées.

Date d'application : 21/03/2001

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; TRÉSORIER PAYEUR GÉNÉRAL ;
FONDS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS ; INDEMNITÉ

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	TPGR	TPG	DOM	RF	T						

DIFFUSION

GT 30

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION DU FONDS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS (FPR)	3
1.1. Les ressources du FPR.....	3
1.2. Les dépenses payées par le FPR.....	4
1.3. Gestion financière et comptable du FPR	4
2. INTERVENTION DU COMPTABLE DU TRÉSOR DANS LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS	4
2.1. Le transfert des crédits (article 12 du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995).....	4
2.2. Paiement des indemnités par le trésorier-payeur général	5
2.2.1. Mode de paiement	5
2.2.2. Information du préfet	5
2.2.3. Dispositions comptables	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000 modifiant le décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines.....	7
ANNEXE N° 2 : Décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines	8
ANNEXE N° 3 : Articles L 561-1 à L 561-5 du code de l'environnement	11

Le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPR) a été créé par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

La gestion financière et comptable du FPR est réglementée par le décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi qu'au fonds de prévention des risques naturels majeurs.

Cette gestion financière et comptable du FPR est assurée par la caisse centrale de réassurance (dont le siège est à Paris, 29-31 rue de Courcelles, 75008 Paris).

Cette réglementation a connu, depuis son adoption, d'importantes modifications afin d'élargir le champ d'application du FPR.

Initialement, l'objet du FPR était de financer les indemnités d'expropriation des biens exposés à un risque naturel majeur ainsi que les dépenses directement liées à celle-ci.

Depuis lors son champ a été étendu par :

- la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale : L'article 75 de cette loi prévoit que le fonds finance, dans les mêmes limites, les dépenses de prévention liées aux évacuations temporaires et au relogement des personnes exposées ;
- la loi de finances rectificative pour 1999 n° 99-1173 du 30 décembre 1999 : l'article 55 prévoit le financement pour moitié par le fonds des dépenses de l'Etat afférentes aux études nécessaires à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels (PPR).

Le décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000 est venu modifier les dispositions du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995, en y insérant ces mesures nouvelles.

Le nouveau dispositif concerne les services de l'Etat mais aussi les communes, le maire étant compétent pour décider l'évacuation des personnes exposées à un risque (articles L 2212-5° et L 2212-4 du code général des collectivités territoriales) et le préfet pouvant se substituer au maire en cas de danger grave ou imminent (article L 2215-1 du code général des collectivités territoriales).

La présente instruction a pour objet d'informer les comptables d'une part, des conditions de fonctionnement du fonds de prévention des risques naturels majeurs et d'autre part, des modalités de leur intervention dans le paiement des indemnités allouées dans le cadre de la réglementation relative à la prévention des risques naturels majeurs.

1. PRÉSENTATION DU FONDS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS (FPR)

L'activité du FPR est réglementée à l'article L 561-3 du code de l'environnement et par les dispositions du titre II du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995 modifié par le décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000.

1.1. LES RESSOURCES DU FPR

Les ressources du FPR comprennent (article 7 du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995) :

- le produit du prélèvement institué sur le produit des primes ou cotisations additionnelles relatives à la garantie contre le risque de catastrophes naturelles prévues à l'article L-125-2 du code des assurances et versées par les entreprises d'assurance ou leur représentant fiscal ;
- les intérêts des fonds placés ;
- les bénéfices sur réalisations de valeurs ;
- les sommes reversées par les personnes morales de droit public au titre du remboursement du coût de l'expropriation (article 13 du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995) ;

- les avances de l'Etat .

1.2. LES DÉPENSES PAYÉES PAR LE FPR

Les ressources mentionnées au paragraphe précédent sont destinées à couvrir les dépenses suivantes (article 7 du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995) :

- les indemnités versées aux expropriés et les dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés à un risque prévisible de mouvements de terrain, d'avalanches ou de crues torrentielles menaçant gravement les vies humaines ;
- les frais de gestion exposés par la caisse centrale de réassurance pour la gestion du fonds ;
- les pertes sur réalisation de valeurs ;
- les indemnités et remboursements de frais éventuellement dus aux membres du conseil de gestion du fonds ;
- le remboursement des avances de l'Etat ;
- les dépenses de prévention liées aux évacuations temporaires et au relogement des personnes exposées lorsque la décision d'évacuation a été prise par l'autorité publique compétente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés, en vertu des dispositions du code général des collectivités territoriales, pour répondre à la manifestation d'un risque prévisible de mouvement de terrain, d'avalanches ou de crues torrentielles menaçant gravement des vies humaines (article 1^{er} alinéa 2 du décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000) ;
- pour la période du 1^{er} janvier 2000 jusqu'au 1^{er} septembre 2006 (période fixée par l'article 55 de la loi du 30 décembre 1999), les dépenses afférentes aux études nécessaires à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones (article 1^{er} du décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000).

1.3. GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DU FPR

La gestion comptable et financière du FPR est assurée par la caisse centrale de réassurance selon les règles qui lui sont applicables. Elle fait l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres opérations pratiquées par la caisse (article 6 du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995).

Il est institué un conseil de gestion du FPR, présidé par un magistrat de la cour des comptes et au sein duquel siège notamment un représentant du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (article 9 du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995).

2. INTERVENTION DU COMPTABLE DU TRÉSOR DANS LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

2.1. LE TRANSFERT DES CRÉDITS (article 12 du décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995)

Les ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie, des finances et de l'industrie fixent par arrêté conjoint, compte tenu des disponibilités du fonds, le montant des sommes à affecter au paiement ou à la consignation d'indemnités d'expropriation et au paiement de travaux.

La caisse centrale de réassurance transfère les sommes ainsi fixées aux trésoriers-payeurs généraux par l'intermédiaire de l'agence comptable centrale du Trésor.

Pour les dépenses nouvelles prévues par le décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000 (dépenses de prévention liées aux évacuations temporaires et au relogement des personnes ; dépenses liées à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles), les sommes sont fixées et transférées aux trésoriers-payeurs généraux dans les conditions décrites ci-dessus.

Le préfet du département concerné engage et ordonnance lesdites sommes.

2.2. PAIEMENT DES INDEMNITÉS PAR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

Dès réception des transferts en provenance de l'agent comptable central du Trésor, les TPG informent immédiatement les préfets.

Les sommes ainsi transférées sont portées au crédit du compte 466.1686 "Tiers créditeurs divers - Règlements à effectuer par titres de paiements particuliers - Dépenses diverses - Dépenses au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (versement de la caisse centrale de réassurance)".

2.2.1. Mode de paiement

Les indemnités seront payées soit par virements bancaires soit par chèques sur le Trésor :

Paiement par virements :

Le préfet de département intéressé adresse au trésorier-payeur général les ordres de paiement individuels récapitulés sur un bordereau de règlements à effectuer établis en double exemplaire, et accompagné d'avis de crédit réglementaires.

Paiements par chèques sur le Trésor :

Le préfet envoie les chèques sur le Trésor dûment récapitulés sur un bordereau des règlements à effectuer et accompagnés d'un ordre de paiement collectif au nom du trésorier-payeur général.

2.2.2. Information du préfet

La date de mise en paiement des indemnités devra être communiquée au préfet pour permettre à celui-ci d'informer les maires des communes intéressées, le cas échéant, ou bien les personnes concernées notamment en cas d'expropriation.

2.2.3. Dispositions comptables

Les opérations du compte 466.1686 sont suivies par année sur un registre auxiliaire ouvert à cet effet.

Lorsqu'une opération d'indemnisation ou d'évacuation pour risque majeur ou d'élaboration d'un PPR donnée sera définitivement terminée, le préfet demande au TPG du département de transférer le reliquat éventuellement disponible à l'ACCT pour reversement à la caisse centrale de réassurance.

En fin d'année, le TPG transmet un état de la consommation des financements du FPRNM au préfet qui l'adresse au ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement DPPR/SDPRM.

Enfin, il est précisé que l'intervention des trésoriers-payeurs généraux dans le règlement des dépenses précitées se limite exclusivement à un rôle de caissier. En effet, ils n'ont pas ici la qualité de comptables assignataires de la dépense.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'exiger les pièces justificatives nécessaires au paiement et les trésoriers-payeurs généraux n'ont pas qualité pour recevoir les oppositions au paiement des dépenses susvisées. Ces dernières devront être notifiées à la caisse centrale de réassurance.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES, CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

ANNEXE N° 1 : Décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000 modifiant le décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines

NOR : ATEP0080062D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des assurances ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 561-1 à L. 561-5 et L. 562-1 à L. 562-7 ;

Vu la loi de finances rectificative pour 1999 (no 99-1173 du 30 décembre 1999), notamment son article 55 ;

Vu le décret no 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ;

Vu l'avis du Conseil national des assurances (commission de la réglementation) en date du 2 mai 2000 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Le décret du 17 octobre 1995 susvisé est modifié comme suit :

I. - Le titre du décret du 17 octobre 1995 susvisé est remplacé par le titre suivant :

« Décret relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi qu'au fonds de prévention des risques naturels majeurs »

II. - Après le 5o du deuxième alinéa de l'article 7, il est inséré un 6o et un 7o ainsi rédigés :

« 6o Les dépenses de prévention liées aux évacuations temporaires et au relogement des personnes exposées lorsque la décision d'évacuation a été prise par l'autorité publique compétente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés, en vertu des dispositions du code général des collectivités territoriales, pour répondre à la manifestation d'un risque mentionné à l'article L. 561-1 du code de l'environnement susvisé ;

7o Pour la période fixée par l'article 55 de la loi du 30 décembre 1999 susvisée, les dépenses afférentes aux études nécessaires à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles mentionnés à l'article L. 562-1 du code de l'environnement susvisé ; ces dépenses sont globalement prises en charge, pour moitié, chaque année, par le fonds. »

III. - Le troisième alinéa de l'article 11 est complété ainsi qu'il suit :

« et sur les dépenses mentionnées au 7o de l'article 7. »

IV. - Après le deuxième alinéa de l'article 12, il est inséré l'alinéa suivant :

« S'agissant des dépenses mentionnées au 6o et au 7o du deuxième alinéa de l'article 7 du présent décret, les sommes sont fixées et transférées dans les conditions prévues aux alinéas précédents du présent article. Le préfet du département concerné engage et ordonnance lesdites sommes. »

Art. 2. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 novembre 2000.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

La ministre de l'aménagement du territoire
et de l'environnement,
Dominique Voynet

Le ministre de l'intérieur,
Daniel Vaillant

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Laurent Fabius

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence Parly

ANNEXE N° 2 : Décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines

NOR : ENVP9530043D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du Plan, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'environnement,

Vu le code des communes ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code des assurances ;

Vu la loi no 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, et notamment le chapitre Ier de son titre II ;

Vu l'avis du Conseil national des assurances en date du 28 mars 1995 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

TITRE 1ER DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROCÉDURE D'EXPROPRIATION DES BIENS EXPOSES A CERTAINS RISQUES NATURELS MAJEURS

Art. 1er. - Les dispositions réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique sont applicables à l'expropriation des biens exposés à un risque naturel majeur décidée en application de l'article 11 de la loi du 2 février 1995 susvisée, sous les réserves et avec les compléments définis au présent titre.

Art. 2. - Le préfet engage la procédure d'expropriation à la demande des ministres chargés de la prévention des risques majeurs, de la sécurité civile et de l'économie.

Le dossier soumis à l'enquête publique en application du II de l'article R. 11-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est complété par une analyse des risques décrivant les phénomènes naturels auxquels les biens sont exposés, et permettant d'apprécier l'importance et la gravité de la menace qu'ils présentent pour les vies humaines au regard notamment des critères suivants :

- a) Les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles le phénomène naturel est susceptible de se produire ;
- b) L'évaluation des délais nécessaires à, d'une part, l'alerte des populations exposées et, d'autre part, à leur complète évacuation.

Cette analyse doit également permettre de vérifier que les autres moyens envisageables de sauvegarde et de protection des populations s'avèrent plus coûteux que les indemnités d'expropriation.

Art. 3. - L'enquête est menée dans les formes prévues par les articles R. 11-4 à R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier mentionné à l'article 2 ci-dessus est adressé également par le préfet, pour avis, à chaque commune dont une partie du territoire est comprise dans le périmètre délimitant les immeubles à exproprier. L'avis du conseil municipal doit être transmis au préfet dans un délai de deux mois. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 4. - A l'issue de la procédure décrite à l'article 3 ci-dessus, le préfet transmet le dossier avec son avis ainsi que les avis recueillis et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête au ministre chargé de la prévention des risques majeurs.

Lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, l'utilité publique peut être déclarée par arrêté conjoint des ministres chargés de la prévention des risques majeurs, de la sécurité civile et de l'économie. Dans le cas contraire, elle ne peut être déclarée que par décret en Conseil d'Etat.

Le ministre chargé de la prévention des risques majeurs adresse copie de l'acte déclaratif d'utilité publique au préfet et à l'organisme gestionnaire mentionné à l'article 6 ci-après.

Art. 5. - Le préfet transmet au ministre chargé de la prévention des risques majeurs l'indication des montants des indemnités fixés par accord amiable ou par le juge de l'expropriation. Le ministre informe l'organisme gestionnaire du montant de ces indemnités. Celles-ci sont payées ou consignées selon les modalités définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque le transfert prévu à l'article 12 ci-après a été effectué.

Le préfet adresse également au ministre chargé de la prévention des risques majeurs, en vue de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article 13 de la loi du 2 février 1995 susvisée, l'évaluation des crédits nécessaires à l'exécution des travaux de démolition ou de limitation d'accès concernant les biens expropriés.

ANNEXE N° 2 (suite)

TITRE II DISPOSITIONS RELATIVES AU FONDS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS

Art. 6. - La gestion comptable et financière du fonds de prévention des risques naturels majeurs est assurée par la caisse centrale de réassurance selon les règles qui lui sont applicables sous réserve des dispositions du présent titre. Elle fait l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres opérations pratiquées par la caisse. Le président du conseil d'administration de la caisse centrale de réassurance arrête les comptes du fonds pour l'exercice écoulé, après consultation du conseil de gestion mentionné à l'article 9 selon les modalités prévues à l'article 11.

Art. 7. - Les ressources du fonds de prévention des risques naturels majeurs comprennent :

- 1o Le produit du prélèvement institué par l'article 13, deuxième alinéa, de la loi du 2 février 1995 susvisée ;
- 2o Les intérêts des fonds placés ;
- 3o Les bénéfices sur réalisations de valeurs ;
- 4o Les sommes reversées en application de l'article 14 ci-dessous ;
- 5o Les avances de l'Etat mentionnées au quatrième alinéa de l'article 13 de la loi du 2 février 1995 susvisée.

Ces ressources sont destinées à couvrir:

- 1o Les indemnités versées aux expropriés et les dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés mentionnées au premier alinéa de l'article 13 de la loi du 2 février 1995 susvisée ;
- 2o Les frais de gestion exposés par la caisse centrale de réassurance pour la gestion du fonds ;
- 3o Les pertes sur réalisations de valeurs ;
- 4o Les indemnités et remboursements de frais éventuellement dus aux membres du conseil de gestion du fonds énumérés au troisième alinéa de l'article 9 ci-dessous ;
- 5o Le remboursement des avances de l'Etat.

Art. 8. - Les avoirs disponibles du fonds sont placés par la caisse centrale de réassurance en actifs mentionnés à l'article R. 332-2 du code des assurances. Ces actifs sont soumis aux limitations prévues aux articles R. 332-3 et R. 332-3-1; pour le calcul de ces limitations, le montant de chacune des catégories d'actifs est rapporté au montant des avoirs disponibles du fonds.

Art. 9. - Il est institué un conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

Ce conseil est présidé par un magistrat de la Cour des comptes désigné pour trois ans renouvelables, par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et de la prévention des risques majeurs; il comprend en outre:

- 1. Un représentant de chacun des ministres chargés respectivement de la prévention des risques majeurs, de l'économie, du budget et de la sécurité civile ;
- 2. Un maire désigné sur proposition du ministre chargé des collectivités locales ;
- 3. Un représentant des entreprises d'assurance désigné sur proposition du ministre chargé de l'économie ;
- 4. Deux personnalités qualifiées désignées par le ministre chargé de la prévention des risques majeurs ;
- 5. Le président du conseil d'administration de la caisse centrale de réassurance ou son représentant.

Les membres du conseil visés aux 2, 3 et 4 ci-dessus sont nommés pour trois ans par arrêté du ministre chargé de la prévention des risques majeurs. Leur mandat est renouvelable; toutefois, celui-ci prend fin si son titulaire perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé. Il est alors procédé à une nouvelle nomination pour la durée du mandat restant à courir ainsi qu'en cas de décès ou de démission.

Les membres du conseil mentionnés à l'alinéa ci-dessus ont droit au remboursement des frais qu'ils ont exposés dans l'exercice de leur mandat dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de la prévention des risques majeurs.

Art. 10. - Le conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs est réuni au moins une fois par an, sur convocation de son président, à l'initiative de celui-ci ou à la demande soit de l'un des ministres chargés de l'économie et de la prévention des risques majeurs, soit du président de la caisse centrale de réassurance.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le secrétariat du conseil est assuré par la caisse centrale de réassurance.

Art. 11. - Le conseil est consulté sur les projets de comptes annuels du fonds auxquels doivent être joints les justificatifs des frais de gestion de ce dernier exposés par la caisse.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Il est consulté sur le projet de rapport annuel sur la gestion du fonds prévu au premier alinéa de l'article 15 de la loi du 2 février 1995 susvisée.

Il est également consulté sur les demandes de remboursement mentionnées à l'article 14 du présent décret.

Il peut être consulté par les ministres chargés de la prévention des risques majeurs, de la sécurité civile et de l'économie sur toute question se rapportant à l'objet du fonds.

Il est informé des opérations menées par le fonds.

Art. 12. - Les ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie fixent par arrêté conjoint, compte tenu des disponibilités du fonds, le montant des sommes à affecter au paiement ou à la consignation d'indemnités d'expropriation et au paiement de travaux.

La caisse centrale de réassurance transfère les sommes ainsi fixées au trésorier payeur général de chaque département concerné.

Art. 13. - Lorsque le préfet estime que la délivrance d'un permis de construire ou d'une autorisation administrative susceptible d'augmenter la valeur des biens à exproprier doit donner lieu à un remboursement du coût de l'expropriation dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 2 février 1995 susvisée, il en informe l'autorité qui a délivré le permis ou l'autorisation en lui laissant un délai de trois mois pour faire connaître ses observations. A l'expiration de ce délai, le préfet indique, après avis du conseil de gestion du fonds, le montant des sommes dues par la personne morale de droit public au nom de laquelle a été délivré le permis de construire ou l'autorisation administrative.

Il notifie ce montant à la personne morale de droit public concernée et à la caisse centrale de réassurance. Lorsqu'il s'agit d'une collectivité territoriale, il lui rappelle que la dépense revêt le caractère d'une dépense obligatoire.

Le président du conseil de gestion du fonds peut saisir le ministre chargé de la prévention des risques majeurs de tout cas où les dispositions du deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 2 février 1995 susvisée lui paraîtraient applicables.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 14. - L'article R. 24-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est complété ainsi qu'il suit :

<< - au titre Ier du décret no 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines. >>

Art. 15. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie, des finances et du Plan, le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, le ministre de l'intérieur, le ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté, le ministre du logement, le ministre de l'environnement et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 octobre 1995.

ALAIN JUPPE

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,
CORINNE LEPAGE

Le ministre de l'économie, des finances et du Plan,
JEAN ARTHUIS

Le ministre de l'intérieur,
JEAN-LOUIS DEBRE

Le ministre du logement,
PIERRE-ANDRE PERISSOL

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JACQUES TOUBON

Le ministre de l'aménagement du territoire,
de l'équipement et des transports,
BERNARD PONS

Le ministre de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation et de la citoyenneté,
CLAUDE GOASGUEN

Le secrétaire d'Etat au budget,
FRANCOIS D'AUBERT

ANNEXE N° 3 : Articles L 561-1 à L 561-5 du code de l'environnement

Article L561-1

Sans préjudice des dispositions prévues au 5° de l'article L. 2212-2 et à l'article L. 2212-4 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'un risque prévisible de mouvements de terrain, d'avalanches ou de crues torrentielles menace gravement des vies humaines, les biens exposés à ce risque peuvent être expropriés par l'Etat dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et sous réserve que les moyens de sauvegarde et de protection des populations s'avèrent plus coûteux que les indemnités d'expropriation.

La procédure prévue par les articles L. 15-6 à L. 15-8 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable lorsque l'extrême urgence rend nécessaire l'exécution immédiate de mesures de sauvegarde.

Toutefois, pour la détermination du montant des indemnités qui doit permettre le remplacement des biens expropriés, il n'est pas tenu compte de l'existence du risque.

Article L561-2

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 13-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les acquisitions d'immeubles peuvent ne donner lieu à aucune indemnité ou qu'à une indemnité réduite si, en raison de l'époque à laquelle elles ont eu lieu, il apparaît qu'elles ont été faites dans le but d'obtenir une indemnité supérieure au prix d'achat.

Sont présumées faites dans ce but, sauf preuve contraire, les acquisitions postérieures à l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'approbation d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles rendant inconstructible la zone concernée ou, en l'absence d'un tel plan, postérieures à l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'expropriation.

Article L561-3

Le fonds de prévention des risques naturels majeurs est chargé de financer, dans la limite de ses ressources, les indemnités allouées en vertu des dispositions de l'article L. 561-1 ainsi que les dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés afin d'en empêcher toute occupation future. En outre, il finance, dans les mêmes limites, les dépenses de prévention liées aux évacuations temporaires et au relogement des personnes exposées.

Ce fonds est alimenté par un prélèvement sur le produit des primes ou cotisations additionnelles relatives à la garantie contre le risque de catastrophes naturelles, prévues à l'article L. 125-2 du code des assurances. Il est versé par les entreprises d'assurances ou leur représentant fiscal visé à l'article 1004 bis du code général des impôts.

Le taux de ce prélèvement est fixé à 2 %. Le prélèvement est recouvré suivant les mêmes règles, sous les mêmes garanties et les mêmes sanctions que la taxe sur les conventions d'assurance prévue aux articles 991 et suivants du code général des impôts.

En outre, le fonds peut recevoir des avances de l'Etat.

La gestion comptable et financière du fonds est assurée par la caisse centrale de réassurance dans un compte distinct de ceux qui retracent les autres opérations pratiquées par cet établissement. Les frais exposés par la caisse centrale de réassurance pour cette gestion sont imputés sur le fonds.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

Article L561-4

A compter de la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique préalable à l'expropriation réalisée en application de l'article L. 561-1, aucun permis de construire ni aucune autorisation administrative susceptible d'augmenter la valeur des biens à exproprier ne peut être délivré jusqu'à la conclusion de la procédure d'expropriation dans un délai maximal de cinq ans, si l'avis du Conseil d'Etat n'est pas intervenu dans ce délai.

La personne morale de droit public au nom de laquelle un permis de construire ou une autorisation administrative a été délivré en méconnaissance des dispositions du premier alinéa ci-dessus, ou en contradiction avec les dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables, est tenue de rembourser au fonds mentionné à l'article L. 561-3 le coût de l'expropriation des biens ayant fait l'objet de ce permis ou de cette autorisation.

Article L561-5

Le Gouvernement présente au Parlement, en annexe à la loi de finances de l'année, un rapport sur la gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent chapitre.